

Chapitre 12

QCM

Réponse unique

1. **b.** de politique économique.
2. **c.** varient selon les avantages comparatifs des pays.
3. **a.** est l'objectif prioritaire des PE.
4. **c.** correspond au budget de l'UE.
5. **a.** comprend uniquement les banques centrales de la zone euro.

Plusieurs réponses possibles

6. **a et b.** est qualifiée de conjoncturelle en matière de relance budgétaire. est structurelle au sens des politiques industrielles et de la concurrence.
7. **b et c.** s'est développée parallèlement à la macro-économie. est couramment associée à la théorie keynésienne.
8. **b et c.** à la nécessité de maintenir la compétitivité en économie ouverte. à la mise en place des stratégies de désinflation compétitive.
9. **a et c.** explique la règle de Tinbergen. explique la règle de Mundell.
10. **a, b et c.** s'expliquent par l'ouverture croissante des économies. obligent à des politiques de relance concertée. se traduisent par un effet d'éviction.

Réponse à justifier

11. **b et c.** Il repose sur la consommation marginale à consommer. Il est déterminé par le niveau de l'équilibre de sous-emploi des facteurs de production.

Le multiplicateur est d'autant plus puissant que la consommation marginale sera élevée. Par ailleurs, l'intérêt du mécanisme du multiplicateur est de mobiliser le sous-emploi des facteurs de production à travers l'anticipation de la demande (demande effective).

12. **b.** Par la stimulation budgétaire de l'État.

À l'origine du multiplicateur, l'État procède à une relance par les salaires, par l'investissement en injectant dans l'économie des liquidités.

13. **c.** La désinflation peut être un facteur de compétitivité prix.

La désinflation caractérise un ralentissement de la hausse générale du niveau des prix alors que la déflation est la baisse du niveau général des prix.

14. b et c. Elles soulignent le principe de l'actualisation coût/avantage dans le raisonnement des agents économiques. Elles expliquent l'augmentation de l'épargne en phase de relance budgétaire.

Les anticipations rationnelles soulignent que face à des menaces rationnelles (coût/avantage) les politiques de relance sont interprétées comme une augmentation d'impôt différée dans le temps ce qui explique l'augmentation de l'épargne des ménages plutôt que de consommer.

15. a et c. Le théorème repose sur la critique de l'inefficacité des politiques de relance conjoncturelle. Le théorème souligne que le creusement du déficit est interprété comme une hausse d'impôt différée dans le temps.

Le théorème repose sur la critique de l'inefficacité des politiques de relance keynésienne qui aboutissent à l'effet inverse recherché selon les auteurs de la nouvelle école classique.

EXERCICES

EXERCICE 1 — LE CARRÉ MAGIQUE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1. Procédez à l'analyse comparative de la situation économique dans l'Union européenne.

Outre le travail d'analyse méthodologique, l'intérêt de l'exercice était de comprendre les ressorts des performances des trois zones en particulier pour l'Allemagne et la zone UE.

Si l'on compare la situation de la France à l'Allemagne on observe la situation de chômage plus élevé en France dont l'origine se trouve dans la faiblesse de la croissance (0,7 %) et en particulier son manque de compétitivité avec un solde nul de la BTC (bien que ce dernier se résorbe sur longue tendance). À l'inverse l'Allemagne se trouve dans une situation de plein-emploi (sans que ce chiffre révèle la nature de ce résultat avec comme corollaire la montée de la précarité). En outre, avec un excédent commercial très élevé (à tel point que la commission européenne recommande à l'Allemagne de réduire ce dernier). Cependant, l'Allemagne connaît une croissance faible de 0,2 %. Par ailleurs, on note un regain d'inflation $>$ à l'objectif de 2 % de la BCE. De manière équivalente l'UE est affectée par un choc exogène lié aux crises géopolitiques mondiales.

Sur un autre plan si l'on analyse la situation de la zone UE, on est frappé par la faiblesse de la cohérence des performances. En effet, force est de constater l'hétérogénéité des performances des États membres. L'Allemagne n'est plus le moteur économique qu'elle était avant la crise sanitaire même si son commerce extérieur demeure excédentaire.

2. Repérez les objectifs prioritaires.

L'observation de la situation en zone UE à travers le cas de la France et de l'Allemagne montre une situation différente.

CORRIGÉ

En effet, au niveau de l'Allemagne on observe un excédent de son commerce extérieur mais couplé à une croissance atone tout en connaissant une situation de plein-emploi avec un regain d'inflation.

Dans le cas de la France on observe un déficit de son commerce extérieur qui s'est réduit pour connaître un solde équilibré. Cependant son taux de chômage est $>$ à la zone UE et encore plus de l'Allemagne. Sa croissance bien qu'inférieure à 1 % est $>$ de 0,5 point à l'Allemagne. L'inflation est proche de la zone UE.

À l'échelle de la zone UE le haut niveau du chômage est problématique quand bien même son commerce extérieur est excédentaire.

En conséquence, avec un regain d'inflation, une faible croissance et un taux de chômage proche de son taux naturel, l'objectif prioritaire est de maîtriser l'inflation afin de conserver le pouvoir d'achat des ménages et limiter les effets d'une inflation par les coûts.

EXERCICE 2 — SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

Qualifiez la situation de la France au regard des quatre indicateurs ci-dessous.

La situation de la France au regard des indicateurs conjoncturels du carré magique montre des forts déséquilibres qui trouvent leur origine dans des difficultés structurelles.

Au regard de la croissance, le niveau de la croissance à 1 % est faiblement soutenu alors qu'un mouvement de reprise s'amorce depuis plusieurs années en zone UE. Ce niveau correspond à un rythme structurel de la croissance effective inférieur à sa croissance potentielle. En d'autres termes, les politiques menées par la France sont peu perceptibles dans les chiffres de sa croissance.

En matière de chômage la France connaît une situation structurelle de chômage élevé. L'analyse du marché du travail montre que le chômage est fortement concentré sur les 15-25 et les plus de 55 ans. Cette situation est caractéristique des pays du sud de l'Europe alors que les pays du nord connaissent une situation de quasi plein emploi.

En matière de commerce extérieur, la France connaît une situation de déficit structurel depuis près de 10 ans avec une trop forte exposition en matière de compétitivité prix avec les pays émergents en particulier et une insuffisance d'innovation pour développer sa compétitivité qualité.

En revanche, son inflation est maîtrisée de manière structurelle.

EXERCICE 3 — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Indiquez de manière argumentée et structurée les fondements et limites des politiques économiques.

Le texte de J Tinbergen permet d'analyser les fondements des décisions en matière de PE. Cet extrait permet aussi de reprendre la partie de la définition de la PE en particulier l'idée « d'un sens jugé souhaitable par tous ». Cette idée étant présente dans la conception des préférences collectives comme critère de choix pour les hommes politiques.

En d'autres termes, l'intérêt du texte est d'éclairer sur la rationalité des choix politiques. Il faut comprendre ce point dans une idée non omnisciente mais comme fondée sur des critères individuels et collectifs.

Ainsi, les choix sont guidés par la recherche d'une satisfaction du bien-être individuel au sens parétien dans la limite de la satisfaction collective dans la mesure, ou la finalité des choix est représentative des intérêts de la collectivité. En d'autres termes, plus l'intérêt général est grand pour le décideur plus la préférence collective devra être privilégiée, ce qui rejoint l'idée initiale d'un choix jugé souhaitable par tous.

Cependant, comme le souligne le théorème de l'inconséquence temporelle, la réalité démontre que l'action de l'État peut différer dans le temps. En d'autres termes, l'État peut décider de manière discrétionnaire de changer d'orientation sur une même question. Or cette politique s'avère inefficace car selon le principe des anticipations rationnelles les agents économiques anticipent l'action de l'État y compris ses changements de décision.

Kydland et Prescott préconisent donc de s'en tenir à la règle et de l'appliquer.